



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 26/07/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/07/2024

Partie nominative

CARRIERES ET MATERIAUX SUD-EST (CMSE)

855 Rue René Descartes
13100 Aix-en-Provence

Affaire suivie par : Martine TRAUCHESSEC

Téléphone : 04 73 43 19 72

Courriel : martine.trauchessec@developpement-durable.gouv.fr

Références : 20230723-RAP-63-0765-INSP-CMSE-STHILAIRE

Code AIOT : 0016300043

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 23/07/2024 de l'établissement CARRIERES ET MATERIAUX SUD-EST (CMSE) implanté Suchet Vachoux 63440 Saint-Hilaire-la-Croix. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Thèmes de l'inspection :

- Bruit et vibrations

Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :

- Martine TRAUCHESSEC, Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme, ECIE, inspectrice de l'environnement

Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :
Mr LAFLEUR, CMSE, Responsable Foncier
Mme BLINO, CMSE, Responsable QSE

Le courriel d'échange avec l'administration est remi.lafleur@colas.com.

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
<div>L'Inspectrice de l'environnement M.TRAUCHESSEC</div> <div>Martine TRAUCHESSEC martine.trauch essec</div> <div>Signature numérique de Martine TRAUCHESSEC martine.trauchessec Date : 2024.08.29 14:35:01 +02'00'</div>	<div>L'Inspecteur de l'environnement S. BEZUT</div> <div>Stéphan e BEZUT stephan e.bezut</div> <div>Signature numérique de Stéphane BEZUT stephane.bezut Date : 2024.08.27 14:16:43 +02'00'</div>	<div>Pour le Directeur régional, Le coordonnateur de l'équipe ECIE S. BEZUT</div> <div>Stéphan e BEZUT stephan e.bezut</div> <div>Signature numérique de Stéphane BEZUT stephane.bezut Date : 2024.08.27 14:17:09 +02'00'</div>

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 23/07/2024 de l'établissement CARRIERES ET MATERIAUX SUD-EST (CMSE) implanté Suchet Vachoux 63440 Saint-Hilaire-la-Croix, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

A la suite de l'examen de la prescription, il est attendu de l'exploitant de réaliser une **action corrective** dans le but d'une mise en conformité. Ainsi, sous un délai fixé dans le (ou les) point(s) de contrôle listé(s) ci-dessous, il est nécessaire de réaliser :

- le contrôle des suivis environnementaux

Les justifications associées (explicatifs, documents, photographies, etc), prouvant la mise en œuvre de l'action corrective précitée, doivent être transmises sous le même délai.

Dans l'hypothèse où l'action corrective n'a pas été réalisée ou justifiée dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

- **AIR** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2006 article : 10
- **Bruit** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2006 article : 11



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 26/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARRIERES ET MATERIAUX SUD-EST (CMSE)

855 Rue René Descartes
13100 Aix-en-Provence

Références : 20230723-RAP-63-0765-INSP-CMSE-STHILAIRE
Code AIOT : 0016300043

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/07/2024 dans l'établissement CARRIERES ET MATERIAUX SUD-EST (CMSE) implanté Suchet Vachoux 63440 Saint-Hilaire-la-Croix. L'inspection a été annoncée le 01/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES ET MATERIAUX SUD-EST (CMSE)
- Suchet Vachoux 63440 Saint-Hilaire-la-Croix
- Code AIOT : 0016300043
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le gisement de tuf rhyolitique, situé à proximité de l'autoroute A71, constitue une ressource facilement accessible pour les bassins consommateurs de Clermont-Ferrand et le sud du département de l'Allier.

La carrière, depuis l'année 2006 date de l'arrêté d'autorisation, n'a été que peu exploitée au vu des extractions réalisées sur le site.

Thèmes de l'inspection :

- Bruit et vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	AIR	Arrêté Préfectoral du 11/12/2006, article 10	Demande d'action corrective	12 mois
3	Bruit	Arrêté Préfectoral du 11/12/2006, article 11	Demande d'action corrective	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis	Sans objet
4	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 11/12/2006, article 12	Sans objet
5	Aménagement	Arrêté Préfectoral du 11/12/2006, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière étant peu exploitée, les contrôles environnementaux ne sont pas réalisés à la fréquence prescrite dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

On peut constater cette faible exploitation par le retard dans le phasage ; aujourd'hui l'extraction devrait être en phase 4 alors qu'elle n'est en réalité qu'en phase 1.

En 2025 une campagne d'extraction sera programmée avec contrôles des suivis environnementaux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis
Thème(s) : Autre, Plan de gestion
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière
Constats : Le plan de gestion des déchets issus de l'extraction a été présenté à l'inspection. Il comporte tous les éléments requis.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : AIR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2006, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure des retombées de poussières
Prescription contrôlée : Un réseau de surveillance des retombées de poussières dans l'environnement est mis en place. Les résultats trimestriels des mesures des retombées de poussières sont consignés dans un registre qui est tenu à la disposition de l'inspection.
Constats : L'extraction fonctionnant par campagne, les résultats ne sont pas semestriels, ils sont anciens.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois

N° 3 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2006, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle
Prescription contrôlée : Le contrôle des niveaux sonores est renouvelé tous les 3 ans.
Constats : Les niveaux sonores n'ont pas été contrôlés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois

N° 4 : Vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2006, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle
Prescription contrôlée : Un contrôle des valeurs limites de vibrations est effectué après toute modification du plan de tir.
Constats : Aucune modification du plan de tir n'est constatée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2006, article 3
Thème(s) : Autre, Affichage-Clôture
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de mettre en place des panneaux indiquant en caractère apparent son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux, l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté. L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace. Le danger est signalé par des pancartes.
Constats : L'affichage est présent et complet. La fermeture des accès est assurée et comporte les panneaux avertissant du danger.
Type de suites proposées : Sans suite